

Une femme de 55 ans originaire de Skadovsk, ville occupée par la Russie, condamné à 12 ans de prison pour avoir soutenu l'Ukraine

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)

Natalia Povietkina fait partie des quelque deux mille civils qui ont été de facto enlevés depuis l'invasion par la Russie de certaines parties de l'oblast de Kherson. Certains ont été torturés avant d'être libérés, d'autres ont été torturés à mort et beaucoup sont emprisonnés sur la base d'accusations grotesques

Un tribunal fantoche de l'oblast de Kherson, occupé par la Russie, a condamné Natalia Povietkina, âgée de 55 ans, à 12 ans d'emprisonnement. Cette Ukrainienne a été accusée de « trahison » par l'État agresseur qui a envahi son domicile à Skadovsk en 2022 et l'a contrainte à adopter la nationalité russe. Le secret imposé sur toutes ces affaires rend impossible la vérification des allégations spécifiques ; toutefois, les chefs d'accusation étaient pour l'essentiel identiques à ceux retenus dans d'innombrables autres « procès pour trahison » ou « espionnage » mis en scène depuis 2022, avec des condamnations et de longues peines pratiquement garanties.

Comme c'est malheureusement souvent le cas dans les régions d'Ukraine tombées sous occupation en 2022, on ne sait pratiquement rien de Natalia Povietkina ni de la date à laquelle elle a été faite prisonnière. Nous ne savons que ce que l'on peut déduire des chefs d'accusation annoncés, ainsi que de la peine de 12 ans, le 9 avril 2026. Elle aurait, début mai 2023, volontairement recueilli des informations sur les lieux de déploiement de la technologie et du personnel militaires russes. Cela aurait été fait, selon les allégations, sur les instructions de représentants anonymes des services de sécurité ukrainiens. Elle aurait ensuite transmis ces informations via une application de messagerie à son « responsable ». Ces allégations se terminent invariablement par une phrase copiée-collée affirmant que ces informations auraient pu être utilisées pour diriger des tirs vers les lieux de déploiement des militaires russes et d'autres personnes.

Nous savons donc que juin 2023 correspond à la date la plus précoce à laquelle Povietkina a été faite prisonnière, ce qui laisse toutefois près de trois ans. Si, comme cela est tout à fait possible, elle a été enlevée en raison de ses opinions pro-ukrainiennes, ses ravisseurs se seraient immédiatement emparés de son téléphone et auraient pu tout simplement y trouver une photo jugée « compromettante ».

L'accusation de « trahison » relevait de l'article 275 du code pénal russe, et la sentence a été prononcée par le « tribunal régional d'Kherson » d'occupation le 9 avril ou avant cette date. Tous ces « procès » se déroulent à huis clos, et il est tout à fait possible qu'il n'y ait eu qu'une seule journée au cours de laquelle la sentence a été annoncée. Outre la peine de 12 ans d'emprisonnement, Iryna Povietkina a été condamnée à une année supplémentaire de liberté restreinte et à une lourde amende de 100 000 roubles.

Les Russes ont commencé à enlever des civils dans toutes les régions d'Ukraine tombées sous occupation. Ils ont spécifiquement ciblé des personnalités publiques, des bénévoles, d'anciens militaires et, en substance, toute personne affichant une position pro-ukrainienne marquée. Sur près de deux mille Ukrainiens enlevés dans la seule région de Kherson, plus de 923 sont toujours en captivité. Alors que certains, comme Iryna Horobtsova, Serhiy Tsyhipa, Appaz Kurtamet et son père Khalil

Kurtamet, ont ensuite été soumis à des procès-spectacles, d'autres continuent d'être détenus au secret, sans qu'aucune accusation n'ait été portée contre eux. Parmi ces derniers figurent Ihor Kolykhaev, maire de Kherson, et Oleksandr Babych, maire de Hola Prystan. En mars 2026, Oleksiy Butenko, responsable des enquêtes sur les crimes de guerre au sein du parquet régional de Kherson, a indiqué qu'au moins 29 civils, enlevés dans l'oblast de Kherson, avaient été torturés à mort ou étaient décédés faute de soins alors qu'ils étaient détenus par les Russes. Ce chiffre pourrait bien être considérablement plus élevé, car de nombreux civils ont tout simplement disparu, dont Mariano Garcia Calatayud [Mario], un volontaire espagnol âgé de 77 ans.

Il est également difficile de suivre le rythme, car des condamnations sont prononcées chaque semaine, voire chaque jour, pour « trahison », « espionnage » et soi-disant « terrorisme ». La plupart des « procès pour trahison » portent soit sur la prétendue « transmission d'informations concernant des mouvements militaires », soit sur des dons aux forces armées ukrainiennes ou à des organisations caritatives ukrainiennes.